

*Questions orales*

Je rappelle au député que la Société Foothills a fait savoir cette fin de semaine—je cite: «Toutes les sociétés participantes renouvellent leur appui au projet». Le porte-parole de la société a poursuivi en ces termes: «Les travaux préliminaires à la phase 2 vont être réalisés tant au Canada qu'aux États-Unis et seront financés par les sociétés qui se sont réunies aujourd'hui et qui respecteront l'échéancier prévu». Voilà la position des sociétés intéressées.

\* \* \*

**LE PROGRAMME ÉNERGÉTIQUE NATIONAL**

## LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE

**M. John McDermid (Brampton-Georgetown):** Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. En tout, 18,230 emplois directs auraient été créés en Alberta si le projet Alsands n'avait pas été abandonné, y compris ceux de plus de 1,000 électriciens, de 1,860 ingénieurs des opérations, et combien d'autres, sans oublier les milliers d'emplois créés ailleurs dans le pays, surtout en Ontario et au Québec, qui auraient fourni plus de la moitié du matériel lourd à l'entreprise. Le Programme énergétique national, qui est un désastre, n'ayant produit aucun des emplois promis par le gouvernement, le ministre nous expliquerait-il pourquoi les Canadiens devraient croire ce qu'il dit, surtout quand il parle des emplois que créeront ses programmes, ces châteaux en Espagne?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, en ce qui concerne le projet Alsands, je rappelle à mon honorable collègue que le gouvernement de l'Alberta et celui du Canada ont présenté une offre extrêmement généreuse qui a été considérée comme telle par les partenaires. Ces derniers ont convenu cependant qu'en tenant compte de la situation internationale quant au prix du pétrole à l'heure actuelle et de l'incertitude quant aux taux d'inflation durant la prochaine décennie, ils n'étaient pas prêts à s'embarquer dans ce projet qui mettait en cause des dépenses énormes pour autant que ces entreprises étaient concernées. Je signale que les gouvernements ont dit tout au long de ces négociations qu'il y avait cependant une limite à ce que le contribuable et le consommateur devaient être appelés à payer ou à contribuer pour la réalisation de tels projets. Les deux gouvernements sont allés, je le suggère, à la limite du raisonnable en l'occurrence quant aux concessions à faire à ces entreprises. Ces entreprises ont jugé que ces concessions n'étaient pas encore suffisantes, eh bien, c'est malheureux, nous allons procéder avec d'autres projets qui, je l'espère, seront moins coûteux pour le contribuable et le consommateur.

● (1450)

[Traduction]

## ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

**M. John McDermid (Brampton-Georgetown):** Madame le Président, si le ministre avait été aussi généreux il y a quelques années qu'il croit l'être actuellement, le projet serait aujourd'hui aux trois quarts terminés et Alsands aurait un effectif permanent d'environ 5,000 employés. Mais tout cela a disparu. On se souviendra du sombre vendredi 30 avril 1982 comme du jour où le ministre a abandonné la partie et enterré

le projet. Le ministre reconnaîtra-t-il maintenant que le Programme énergétique national laisse à désirer à presque tous les égards, qu'il ne convient pas au Canada, et remettra-t-il sa démission avant de priver les Canadiens de plus d'emplois encore?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, comme je l'indiquais tantôt, la politique énergétique à l'heure actuelle est gérée par des ententes convenues entre les gouvernements de l'Alberta, de la Colombie-Britannique, de la Saskatchewan et le gouvernement du Canada. Ces ententes ont subi des ajustements pour bénéficier à l'industrie durant les derniers mois. Certains bénéfices considérables ont été accordés. Encore là, il y a des limites aux concessions que les contribuables canadiens doivent être prêts à faire à l'industrie du pétrole. Pour autant que nous sommes concernés, nous allons faire en sorte que tous les projets raisonnables qui puissent être réalisés seront réalisés. Mais nous ne sommes pas prêts à demander aux contribuables canadiens de contribuer n'importe quoi, n'importe quel montant d'argent que les compagnies pétrolières voudraient demander. Nous ne sommes pas disposés à agir ainsi car nous avons plus à cœur l'intérêt du public que cela.

\* \* \*

[Traduction]

**L'ÉNERGIE**

## L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE D'EMPLOYÉS DU MINISTÈRE

**Mlle Pat Carney (Vancouver-Centre):** Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Nous avons appris aujourd'hui à la Chambre que la perte des projets Alsands et Cold Lake ainsi que le retard imposé à la construction du gazoduc de la route de l'Alaska, vont entraîner la perte de 100,000 années-personnes en emplois directs et indirects pendant la seule phase de construction. En fait, les seuls emplois créés en vertu du Programme énergétique national du ministre l'ont été au sein de son ministère, puisque celui-ci a progressé de 160 p. 100 ces deux dernières années et de 300 p. 100 en trois ans. Selon les prévisions, le ministère s'est accru de 717 personnes les deux premières années et de 873 personnes depuis trois ans. Le ministre compte-t-il réduire ses besoins en dotation, ou son Programme énergétique national ne vise-t-il à promouvoir l'emploi que dans le secteur public plutôt que privé?

[Français]

**L'hon. Marc Lalonde (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, j'ai déjà mentionné dans des réponses antérieures que l'on prévoit que le nombre des activités dans le domaine du pétrole pour 1982 sera supérieur à celui de 1981 et qu'en 1983 il sera même encore plus élevé. Je pense que notre politique en matière d'énergie comportait deux objectifs dans le domaine de l'approvisionnement en énergie, c'est-à-dire, d'une part, augmenter les approvisionnements et, d'autre part, viser à réduire la consommation par la conservation et la substitution vers d'autres formes d'énergie que le pétrole. Ces deux approches fonctionnent et, premièrement, il existe à l'heure actuelle une croissance des activités dans la recherche pour le nouveau pétrole au Canada et,